

forum Nr. 216: Sport und mehr

"Sport für den Einzelnen und die Gesellschaft", so lautet das Dossierthema der Mai-Ausgabe der Zeitschrift forum. Mehrere Beiträge behandeln die Professionalisierung der Luxemburger Sportwelt und die damit einhergehenden Schwierigkeiten. Daneben brechen einige Artikel eine Lanze für den Breitensport, der den Leistungssport erst möglich mache. Auch ohne Großereignisse wie Tour de France oder Fußball-WM zu behandeln, gibt es Diskussionsstoff genug: "... in der Redaktion ging es so kontrovers zu wie an manchen Stammtischen", heißt es im Vorwort.

Ein weiterer Schwerpunkt der Nummer ist die Außenpolitik mit einem Beitrag von Ben Fayot und einem Interview mit Jean-Claude Juncker. Der Premier plaudert über den Sinn der Luxemburger Außenpolitik, seinen Umgang mit China, darüber, dass Wohlstand verpflichtet und über die Arbeitsteilung zwischen ihm und Lydie Polfer. Der in der vorigen Nummer erschienene Artikel zur Uni, "Wohin geht die Reise?" gab Anlass zu mehreren Reaktionen. Deren Abdruck und hinzugefügte Kommentare setzen die Universitätsdebatte fort, leider zum Teil auf recht niedrigem Niveau. forum Nr. 216 ist zum Preis von 5 Euro im Zeitschriftenhandel erhältlich.

www.forum-online.lu

La censure débarque au parlement

Depuis le 7 mars dernier, la proposition de loi 4653 de Robert Garcia sur les structures d'accueil dans l'enseignement primaire attend d'être discutée et votée dans le cadre d'une session plénière de la Chambre des député-e-s. En effet, à cette date le rapport de la Commission de l'éducation nationale de la plume de l'auteur de la proposition de loi a été voté à l'unanimité des onze députés présents, dont sept de la majorité CSV/DP. Fait trop inhabituel que de voter un rapport d'un député de l'opposition, les présidents des fractions de la majorité ont par trois fois empêché, dans le cadre de la Conférence des présidents, que la proposition de loi fût mise à l'ordre du jour d'une séance plénière. Selon les Verts ceci représenterait un acte de censure contre une proposition de loi relative à un sujet-clef de la politique de l'éducation. Lors de la séance plénière de mardi dernier, les Verts ont soumis au vote la mise sur l'ordre du jour. A cette occasion, même les députés de la majorité, qui avaient pourtant donné leur aval au rapport, ont rallié les rangs des censeurs. Selon l'auteur de la proposition muselée, il s'agirait d'un silence des agneaux révélateur de tendances autoritaires dangereuses. On s'attend d'ailleurs à ce que dorénavant le traitement en plénière d'une proposition de loi émanant de l'opposition sera rendue impossible.

Schlendrian beim Umgang mit Pestiziden

Mehr Transparenz und mehr Kontrolle hatten "Déi Gréng" vergangene Woche beim Umgang mit Pestiziden gefordert. In Luxemburg nicht zugelassene Produkte waren bei einer Firma beschlagnahmt worden, in deren Verwaltungsrat die Präsidenten der Landwirtschaftskammer und der Bauernzentrale sitzen. In einer Question parlementaire will der Abgeordnete Camille Gira nun wissen, ob die Lagergebäude der besagten Firma überhaupt gesetzeskonform sind. Derweil beklagt das ADR in einem Communiqué, dass oft neue, umweltverträglichere und wirksamere Pestizide aus rein administrativen Gründen nicht zugelassen seien.

Gasturbine: Was heißt hier bestmöglich?

Der Kampf von Greenpeace gegen die Gas- und Dampfturbine in Esch geht weiter. Die Umweltorganisation hatte Klage gegen die Betriebsgenehmigung geführt, weil diese einen energetischen Wirkungsgrad von nur 75 Prozent vorschreibt. Experten hatten bestätigt, dass 85 Prozent machbar seien, womit sch etwa 220.000 Tonnen CO2 jährlich einsparen ließen. Nach einem ersten negativen Urteil hat Greenpeace im Berufungsverfahren am vergangenen Donnerstag vorgeschlagen, die Auslegung des Kriteriums "bestmögliche Technologie", dem die Anlage laut EU-Direktive gerecht werden muss, vom Europäischen Gerichtshof klären zu lassen.

SAGES-FEMMES

Main droite des gynécos?

Où en est le combat des sages-femmes luxembourgeoises pour une reconnaissance entière de leurs compétences? On avance lentement, a été le constat lors de la Journée mondiale de la sage-femme.



(rw) – Le mot d'ordre fut la complémentarité – mais lors de la table ronde de samedi dernier on sentait que la vieille querelle entre gynécologues et sages-femmes n'est pas vraiment résolue. La division du travail entre sage-femme et obstétricien-ne reste un sujet qui échauffe les esprits.

Pourtant, tout devrait être très clair: une directive européenne définit depuis 1980 les attributions de la sage-femme, en précisant qu'elle accompagne les grossesses normales, qu'elle pratique les accouchements normaux et qu'elle assure les soins postnataux. Et cette directive a été transposée presque mot pour mot en droit luxembourgeois par un règlement grand-ducal en 1981. Mais la réalité luxembourgeoise est bien autre: non seulement les grossesses pathologiques, mais aussi celles sans complication sont le plus souvent prises en charge par les gynécologues.

Peu d'empressement

C'est la faute à un règlement grand-ducal qui devait donner des précisions sur les consultations complémentaires à celles des médecins que peuvent offrir les sages-femmes dans le cadre

des examens prénataux et qui se fait attendre depuis 1995. Les causes de cette lenteur législative sont plutôt politiques. Actuellement, les femmes enceintes qui recourent aux services d'une sage-femme paient de leur poche, alors que les consultations chez les gynécologues sont remboursées, le Luxembourg étant le seul pays européen à discriminer ainsi les sages-femmes et à les freiner dans l'exercice de leur profession.

Si le fameux règlement entrait en vigueur, cela changerait fondamentalement la donne: les femmes sont de plus en plus conscientes qu'elles ont des avantages à se faire accompagner pendant la grossesse et l'accouchement par une sage-femme. A la différence des gynécologues, qui ont une approche essentiellement médicale, le travail des sages-femmes ne se limite pas aux examens physiologiques et à la prise en charge de l'accouchement: elles offrent aussi une écoute et un encadrement qui vont bien au-delà. Comme l'a formulé la sage-femme Dr. Marianne Mead: "La philosophie obstétricienne perçoit la grossesse comme une pathologie, la philosophie de la sage-femme comme un processus physiologique." La bonne nouvelle est qu'après l'Union des Caisses de maladie, qui a signé un accord avec l'association des sages-femmes en 2000 sur le remboursement des consultations "complémentaires" prévues dans la loi de 1995, le ministère de la Santé semble maintenant, être, selon les dires de M. Roger Konsbrück, disposé à prendre en charge les frais qui

résulteront des remboursements. Mais M. Michel Neyens du ministère de la Famille a insisté sur le fait qu'il faut à nouveau changer la loi, dont le texte ne semblerait pas être assez précis sur les actes que peuvent prendre en charge les sages-femmes.

Concurrence mal aimée

Les protestations du public étaient grandes vis-à-vis du représentant du ministère de la Santé, selon lequel les sages-femmes n'étaient "pas assez assistantes" pour que le dossier avance. Il semble manifeste que c'est surtout la pression des gynécologues qui explique les réticences des deux ministères concernés. D'ailleurs, la description du rôle des sages-femmes qu'ont fournie les gynécologues Annick Conzemius et Jean-Paul Ledesch lors de la table ronde était bien loin des définitions de la directive européenne. Selon eux, la complémentarité des deux professions consiste à ce que les médecins s'occupent du suivi médical et de l'accouchement, même normal, tandis que les sages-femmes jouent le rôle de conseillères et d'assistantes et sont, en un mot "la main droite" des gynécos. Dailleurs, le Luxembourg connaissant non seulement un standard élevé en encadrement hospitalier, mais encore un taux de gynécologues nettement au-dessus de la moyenne européenne, des sages-femmes autonomes, en exercice libéral, c'est tout simplement superflu, n'est-ce pas?

NIEDERLANDE

Märtyrer der europäischen Rechten?

Der Mord an Pim Fortyun in den Niederlanden erschüttert nicht nur seine Fans. Mit Kritik an seiner rechten Politik tun sich nun auch seine Gegner schwer.



(dw) – "Das so etwas in den Niederlanden passiert, hätte ich nie geglaubt." So lautet einer der häufigsten Kommentare, die dieser Tage aus den Niederlanden zu hören sind. Keine zwei Wochen vor den Parlamentswahlen war am Sonntag der Rechtspopulist Pim Fortuyn ermordet worden. Eine Tat, durch die "die Niederlande ihre Unschuld verloren haben", so der Sozialdemokrat Bram Peper.

Fortuyns Senkrechtstart auf dem Weg zur politischen Macht wurde damit jäh beendet. Erst im Februar hatte der ehemalige Soziologieprofessor die "Lijst Pim Fortuyn" (LPF) gegründet, mehr als 20 Prozent waren dem Newcomer prognostiziert worden. Um politische Korrektheit bemühte sich der 54-jährige nie. Im Gegenteil: Sätze wie "Die Niederlande sind voll." oder "Die Gäste sind dabei das Haus zu erobern.", gehören zu seinen populärsten Aussagen, die er zur Begeisterung vieler frank und frei zum Besten gab.

Diese Unverblümtheit und das für das schwarzbraune Milieu der Rechten unübliche bunte Erscheinungsbild des homosexuellen Lebemanns katapultierten Fortuyn auf die vorderen Ränge der niederländischen Politbühne. Fortuyn sah sich selbst als

Verteidiger der Toleranz. "Ich hasse den Islam nicht, ich finde nur, dass er eine rückständige Kultur darstellt. In welchem Land kann ein Spitzenkandidat einer so großen Bewegung wie der meinen offen homosexuell sein? Phantastisch, dass das hier geht. Darauf darf man stolz sein, und das will ich so beibehalten."

Rechter Verteidiger der niederländischen Toleranz

"Er war die Hoffnung auf Veränderung für uns", sagt eine ältere Niederländerin Reportern vor dem Regierungsgebäude in Den Haag. "Jetzt ist die Hoffnung vorbei." Das sehen offensichtlich auch andere Fortuyn-Anhänger so - aus Trauer wird Wut, sie rufen "Kok, du Mörder" und tragen zum Teil Hakenkreuze an ihrer Kleidung. Während die einen ihre Tränen um den Toten dem "Verlust der Demokratie" oder "dem Untergang des niederländischen Harmonie-Modells" widmen, haben die anderen den Schuldigen offensichtlich ausgemacht: Es sind die politischen Gegner Fortuyns, die ihn als Rechtsextremist bezeichnet haben, die ihn auf dem Gewissen haben.

Allenthalben ist die Erleichterung darüber, dass ein "Weißer niederländischer Nationalität" die Tat begangen hat, groß. "Ansonsten wüssten wir nicht, in welchem Zustand das Land jetzt wäre", so die Einschätzung vieler. "Fortuyn, in Ausstrahlung und Lebensstil ein John F. Kennedy der europäischen Rechten, ist auf dem besten Wege, deren neuer Märtyrer zu werden",

kommentiert die Frankfurter Allgemeine. In den Niederlanden verneigen sich jetzt selbst die vor dem Rechtspopulisten, die seine seine Thesen ablehnten. "Pim, du bist tot, aber deine Ideen leben weiter" steht auf einer Banderole, die trauernde AnhängerInnen des Ermordeten im Rotterdamer Rathaus hochhalten. Tatsächlich bringen manche ihre Abscheu vor dem Politiker-Mord auf sonderbare Art und Weise zum Ausdruck. Die jungen Sozialisten überklebten Plakate, auf denen sie die Politik Fortuyns verurteilt hatten. Für den 11. Mai war in Rotterdam eine Demonstration gegen Rassismus geplant - sie wurde im Zeichen der Trauer um Pim Fortuyn kurzerhand abgesagt. Ein Trost für die randalierenden Anhänger des rechtsextremen Politikers?

Den nach dieser Tragödie übriggebliebenen Gegnern der Fortuyn-Politik dürfte die aktuelle Entwicklung in der LPF einen kleinen Trost bieten. Obwohl die Partei des Ermordeten bei den Wahlen am 15. Mai mit einer ganzen Reihe "Solidaritätsstimmen" rechnen kann, tut sie sich mit der Nachfolge um ihren Spitzenkandidaten schwer. "Fortuyns Partei wird nicht überleben", sagte am Dienstag der Amsterdamer Geschichtsprofessor Ido De Haan. "Aber was bleibt, ist das starke Ressentiment gegen die Einwanderer und gegen das politische System."